

ENGAGÉ·ES AVEC LA CGT

POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE, DÉMOCRATIQUE, SOCIALE ET ÉMANCIPATRICE

Notre liste rassemble personnels administratifs, technicien·nes, personnels de bibliothèque, ingénieur·es, enseignant·es-chercheur·ses, chercheur·ses et doctorant·es, tou·tes investi·es dans la vie universitaire, pour défendre l'ancrage de Dauphine dans le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Aujourd'hui, le pouvoir est entre les mains d'une alliance de néolibéraux et de l'extrême droite. Ces derniers cherchent à dénigrer la culture scientifique et le statut de fonctionnaire qui la soutient. Il est donc crucial de défendre un enseignement supérieur public et émancipateur.

Il existe des marges de manœuvre dans les établissements. Nous devons les utiliser pour contrer les réformes qui nuisent à l'enseignement supérieur. En obtenant un maximum d'élu·es à l'écoute et combatif·ves dans les conseils de notre établissement, nous pourrons empêcher les stratégies managériales, l'individualisation et la mise en concurrence. Nous défendrons les valeurs fondatrices de la Fonction Publique : égalité de traitement, égalité d'accès, titularisation des précaires, droit à la carrière, reconnaissance des qualifications, maintien des garanties collectives et respect des droits de chacun·e.

Notre liste s'engage à défendre et améliorer les rémunérations et les conditions de travail de toutes et tous. La course à l'excellence détériore nos conditions de travail, de recherche et d'enseignement. Elle impose une pression croissante et accroît la précarité du personnel. Cette politique, guidée par des indicateurs trop peu remis en question, est imposée par une minorité qui ne donne pas la parole à la majorité des personnels sans qui, pourtant, l'université ne peut fonctionner.

Présent·es dans les instances de notre université et de PSL, nous échangerons quotidiennement avec des collègues de différents statuts et disciplines. **Notre objectif commun est simple : faire vivre une université publique qui émancipe ses agent·es et ses étudiant·es.**

1/ Une université de service public

Nous avons besoin de votre soutien pour défendre un accès égal aux études, en protégeant le statut des **diplômes nationaux** et le statut de fonctionnaire pour ses agent·es. L'université doit se recentrer sur ses missions et ne pas définir ses politiques selon une compétition internationale effrénée, ni gaspiller son énergie et ses ressources dans des campagnes marketing.

Nous défendons **une refonte de la politique des droits d'inscription**, avec un retour aux droits nationaux. À défaut, nous demandons que, pour les diplômes de grand établissement, le quotient familial soit pris en compte plutôt que le revenu brut global, et cela sans nouvelle augmentation. Nous défendons aussi le statut de fonctionnaire et les instances collégiales qui l'encadrent. La politique de recrutement, de promotion et de CRCT des maître·sses de conférences et professeur·es des universités doit reposer sur la qualification et l'évaluation nationale préalable du CNU.

Pour une université et des diplômes indépendants de la mainmise des multinationales sur la production du savoir et des enseignements.

2/ La démocratie universitaire

La composition actuelle des instances bloque une élaboration collective des politiques de notre établissement, car les BIATSS/ITA et les étudiant·es y sont sous-représenté·es. Depuis des décennies, la collégialité est attaquée : création de nouvelles couches technocratiques (comme PSL), attaques contre le CNU, et groupes de travail qui remplacent les instances élues démocratiquement.

Au cours des derniers mandats, nos élu·es ont défendu la démocratie dans les instances, contrairement à de nombreux·ses collègues des listes Demain Dauphine et Dauphine PSL 21, qui se contentent de valider, à quelques exceptions près, les décisions de la liste présidentielle. Ces décisions sont prises par une équipe de professionnel·les du pouvoir, aligné·es sur les politiques gouvernementales. Il est temps de faire vivre nos instances pour qu'elles ne deviennent pas de simples chambres d'enregistrement !

3/ Un lieu d'émancipation, de débat et d'ouverture où les libertés académiques sont protégées

Le nouveau ministre souhaite interdire les manifestations de solidarité envers les populations du Proche-Orient. À Dauphine, nous ne pouvons pas compter sur l'équipe présidentielle, qui a tenté avec acharnement d'annuler une conférence sur Gaza, allant jusqu'à faire appel d'une décision du Tribunal administratif en leur défaveur. Nous aspirons à une université ouverte, qui protège les libertés académiques.

Nous défendons l'autonomie de Paris-Dauphine contre les décisions prises à l'échelle de PSL, souvent en décalage avec l'esprit de la démocratie universitaire. Les comptes-rendus du Conseil d'administration publiés par nos élu-es montrent que cette instance sert souvent de simple « chambre d'enregistrement ».

4/ Pour une politique sociale ambitieuse

Nous luttons contre la précarité à Dauphine. Cela passe par une politique volontaire de titularisation du personnel contractuel et par l'intégration des services externalisés du ménage, de la sécurité et de la sûreté. De grands établissements internationaux ont réussi à ré-internaliser ces services à moindre coût. Le manque de volonté de notre gouvernance semble donc témoigner d'une indifférence envers ces collègues indispensables au bon fonctionnement de l'université.

Nous défendons une politique de rémunération juste et transparente pour toutes les agent-es. Nous demandons des indemnités revalorisées et égales selon les corps et grades, ainsi que leur intégration dans le traitement. Nous voulons des primes de fin d'année moins arbitraires et un RIPEC ainsi qu'un RIFSEEP plus égalitaires, avec moins de privilèges et plus de redistribution. Enfin, nous exigeons la mensualisation du paiement des vacances, une obligation légale que l'administration avait promise pour cette rentrée, mais qui n'est toujours pas appliquée !

Nous proposons des mesures concrètes pour l'égalité femmes-hommes, en respectant les rythmes de travail, notamment en tenant nos conseils en journée, et non tard le soir. Nous serons vigilant·es sur l'impact des primes sur les inégalités salariales, particulièrement sur le risque d'un effet défavorable aux femmes. Nous défendrons les outils de lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Cela inclut l'obligation pour les responsables hiérarchiques de se former à ces discriminations et la sensibilisation de l'ensemble du personnel.

Une politique d'intégration et de soutien des doctorant·es. Nous défendrons des contrats doctoraux plus nombreux et plus longs si nécessaire, l'exonération des droits d'inscription pour toutes et tous, et la mise à disposition systématique de bureaux, de matériel et de moyens financiers.

Une vraie politique sociale garantissant l'application, pour tout le personnel administratif, de l'accord sur l'aménagement de la réduction du temps de travail (ARTT), la pérennisation de la crèche, la prise en charge des repas au CROUS pour tou·tes, le maintien et le développement de l'action sociale en fonction du quotient familial. Notre présence au Comité social d'administration (CSA) et à la Formation spécialisée sécurité, santé et conditions de travail (FSSSCT) nous permet de suivre de près ces dossiers.

Une politique ambitieuse en matière d'environnement, incluant un débat général sur le coût écologique de nos pratiques professionnelles afin de définir collectivement des modalités pour s'aligner a minima sur les objectifs de l'Accord de Paris. Nous refuserons la subordination du contenu de nos formations et de nos recherches à des entreprises climaticides, à l'instar de la BNP ou de Total.

Les élu·es de nos listes s'engagent à être des remparts pour protéger nos missions de service public, nos conditions de travail et nos statuts. Dans un contexte politique hostile, nous devons rester solidaires et défendre nos droits.

***LES 6 (DÈS 9 H) ET 7 NOVEMBRE (JUSQU'À 10H),
VOTEZ POUR NOTRE LISTE***

ENGAGÉ·ES AVEC LA CGT

POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE, DÉMOCRATIQUE, SOCIALE ET ÉMANCIPATRICE



Nos listes

Au conseil d'administration (CA)

Collège B

- ABDELNOUR Sarah, MCF, IRISSE
- PEGON Paul, MCF, CEREMADE
- WALDSPURGER Irène, CR CNRS, CEREMADE
- JACQUEMART Alban, MCF, IRISSE
- PIGANOL Marie, MCF, IRISSE
- FORIEN Nicolas, MCF, CEREMADE
- ANSELMi Lucie, Doctorante, IRISSE

Collège BIATSS/ITA/ITRF

- DROUIN Laurence, Bibas
- CHUPIN Maxime, IR CNRS, CEREMADE
- BRANTES Emilie, Bibas

Au conseil scientifique (CS)

Collège Professeurs et personnels assimilés

- MISCHI Julian, DR INRAE, IRISSE
- MONTAGNE Sabine, DR CNRS, IRISSE
- BERNARD Patrick, PU, CEREMADE
- BERNARD Sophie, PU, IRISSE
- CARLIER Guillaume, PU, CEREMADE

Collège Rang B, hors HDR

- PEGON Paul, MCF, CEREMADE
- LANDOUR Julie, MCF, IRISSE
- SIMENHAUS François, MCF, CEREMADE

Collège IE/IR

- CHUPIN Maxime, IR CNRS, CEREMADE
- BELLIER Isabelle, IE CNRS, CEREMADE

Nous soutenons la liste « Interdoctorale » au CS

- BEAUVALET Marion, DRM
- KWASNIUK-ZELAZNY Matthieu, DRM
- GUEGUEN Eva, IRISSE
- HERVOUIN Matthieu, LAMSADE
- HMED MELS Annah, IRISSE
- MEUNIER Anatole, LEDa

Au conseil de la formation et de la vie étudiante (CFVE)

Collège Rang B

- PRUNIER Raphaël, Post-Doc, CEREMADE
- PIGANOL Marie, MCF, IRISSE
- PEGON Paul, MCF, CEREMADE
- ANGEY Gabrielle, MCF, IRISSE
- BOURON Samuel, MCF, IRISSE

Collège BIATSS/ITA/ITRF

- THIROUIN Faustine, Bibas